

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/31065]

9 DECEMBRE 2019. — Arrêté ministériel établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.54 et D.357, modifiés par le décret-programme du 17 juillet 2018 et par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture, l'article 4, § 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019,

Arrête :

Article 1^{er}. Le formulaire de notification des informations visé à l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture figure :

1° pour la notification des ventes, des acquisitions, des échanges, des donations en pleine propriété et des apports à une personne morale, en annexe 1 du présent arrêté ;

2° pour la notification des baux à ferme et des états des lieux à annexer à un bail à ferme, en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Namur, le 9 décembre 2019.

W. BORSUS

Annexe 1.**Notification à l'Observatoire du foncier agricole des opérations portant sur les biens immobiliers agricoles en Wallonie**

En cas de difficulté technique, contactez la personne suivante :

Madame Nathalie SONDAG

Tél. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

Objet

En Région wallonne.

Public

Tout officier instrumentant qui réalise une opération concernant un bien immobilier agricole en Wallonie.

Conditions

Concerne les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés en zone agricole au plan de secteur et les biens immobiliers bâtis ou non bâtis déclarés dans le SIGeC (Système intégré de gestion et de contrôle).

Réglementation

Code wallon de l'Agriculture, articles D.54, alinéa 1er, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, et D. 357, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018 et par le décret du 2 mai 2019.

Arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture.

1. Coordonnées de l'officier instrumentant**1.1. Identification**

Un notaire

M.

Nom

Prénom

Mme

Un comité d'acquisition

Numéro d'entreprise

Dénomination

Courriel

1.2. Adresse du siège social de l'établissement

Rue	Numéro	Boîte
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Localité	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	

1.3. Personne de contact

Souhaitez-vous renseigner une personne de contact pour le suivi de ce dossier ?

Oui

<input type="checkbox"/> M.	Nom	Prénom
<input type="checkbox"/> Mme	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Veuillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone	Téléphone	Téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Courriel

Non

2. Informations sur l'opération immobilière

Vous devez effectuer une notification par type d'opération immobilière réalisée.

L'opération à notifier concerne

- Une vente
- Une acquisition
- Un échange
- Une donation
- Un apport à une personne morale

En cas de vente

Date de l'opération

Prix de vente global de l'opération

 €

Superficie globale de l'opération

 m²**En cas d'acquisition**

Date de l'opération

Prix d'achat global de l'opération (hors indemnités)

 €

Superficie globale de l'opération

 m²

En cas d'échange

Date de l'opération

N° du lot	Valeur du lot (€)	Superficie du lot (m ²)	Donneur	Preneur
Lot 1				
Lot 2				

En cas de donation

Date de l'opération

Valeur globale de l'opération

 €

Superficie globale de l'opération

 m²**En cas d'apport à une personne morale**

Date de l'opération

Valeur globale de l'opération

 €

Superficie globale de l'opération

 m²**3. Identification des parcelles cadastrales****3.1. Situation**

Rue / Lieu-dit

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

3.1.1 Parcelle(s)

Référence de la parcelle :

INS (Commune)

Commune

INS (Division)

Division

Section

Radical

Exposant

Puissance

Bis

Numéro de parcelle (CAPAKEY)

Superficie de la parcelle suivant cadastre

 m²

Nature de la parcelle suivant cadastre

 m²

Numéro du lot (en cas d'échange)

 m²

Existe-t-il un bail ?

- Oui

Nature du bail

- Non

La parcelle est-elle précadastrée ?

- Oui

Numéro d'identification du plan dans la base de données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale

Numéro précastré de la parcelle

- Non

4. Identité des parties

En cas de vente

Le vendeur est

- Une personne physique

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

- A titre principal
 A titre complémentaire

- Une personne morale

Numéro d'entreprise

En cas d'acquisition

Le cédant est

- Une personne physique

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

- A titre principal
 A titre complémentaire

- Une personne morale

Numéro d'entreprise

En cas d'échange

La 1^{ère} partie est

- Une personne physique

Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

- A titre principal
 A titre complémentaire

- Une personne morale

Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

En cas de donation

Le donateur est

- Une personne physique
Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est
 - A titre principal
 - A titre complémentaire

- Une personne morale
Numéro d'entreprise

En cas d'apport à une personne morale

L'apporteur est

- Une personne physique
Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est
 - A titre principal
 - A titre complémentaire

- Une personne morale
Numéro d'entreprise

5. Identité des parties

En cas de vente

L'acquéreur est

- Une personne physique
Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

- A titre principal
- A titre complémentaire

- Une personne morale
Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

En cas d'acquisition

L'acquéreur est

- Une personne morale
Numéro d'entreprise

En cas d'échange

La 2^{ème} partie est

- Une personne physique
Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

- A titre principal
- A titre complémentaire
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

En cas de donation

Le donataire est

- Une personne physique

Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

- A titre principal
- A titre complémentaire
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

En cas d'apport à une personne morale

- Une personne morale

Numéro d'entreprise

6. Commentaires

7. Déclaration sur l'honneur

- M. Nom Prénom
- Mme

- légalement autorisé à engager l'officier instrumentant
- déclare sur l'honneur que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire sont exacts et complets.

8. Protection de la vie privée et voies de recours

8.1. Protection de la vie privée

Comme le veut le Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous vous signalons que :

- les données que vous fournissez en complétant le formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Service Public de Wallonie ;
- ces données seront transmises exclusivement au service du Gouvernement wallon en charge de la démarche qui est identifié dans le formulaire ;
- vous pouvez avoir accès aux données à caractère personnel vous concernant qui sont éventuellement détenues par le Service Public de Wallonie en introduisant une demande via le formulaire « Demande de droit d'accès à mes données personnelles » ;
- vous pouvez exercer le droit à la rectification de vos données en vous adressant aux administrations du Service Public de Wallonie avec lesquelles vous êtes en contact ;



Notification à l'Observatoire du foncier agricole

Page 7/7

- les droits à l'effacement des données, à la limitation du traitement et à l'opposition au traitement ne peuvent s'exercer que dans certains cas spécifiques et limités vis-à-vis des autorités publiques. L'administration du Service Public de Wallonie avec laquelle vous êtes en contact, vous précisera si l'exercice de tels droits est possible pour le traitement concerné.

8.2. Voies de recours**Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?****1. Introduire un recours interne à l'administration.**

Adressez-vous à l'administration concernée pour lui exposer les motifs de votre insatisfaction ou exercez le recours administratif spécifique si celui-ci est prévu dans la procédure.

2. Adresser une réclamation auprès du Médiateur.

Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur

Tél. gratuit **0800 19 199**<http://www.le-mediateur.be>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 décembre 2019 établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole.

Namur, le 9 décembre 2019.

W. BORSUS

Annexe 2.

**Notification à l'Observatoire du foncier agricole
des baux à ferme en Wallonie**

En cas de difficulté, contactez la personne suivante :

Support technique

Madame Nathalie SONDAG

Tél. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme>

Support juridique

Madame Julie BELLIERE

Tél. : 081 33 64 76

julie.belliere@spw.wallonie.be

Objet

En Région wallonne.

Public

Notaires et citoyens.

Conditions

Tous les baux à ferme conclus à partir du 01/01/2020 doivent être notifiés de manière électronique à l'Observatoire du foncier agricole.

Réglementation

Code civil, Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 3 (« des règles particulières aux baux à ferme »), articles 3, § 1er, remplacé par la loi du 7 novembre 1988 et modifié par le décret du 2 mai 2019 et 45, 6., modifié par la loi du 7 novembre 1988 et par le décret du 2 mai 2019.

Code wallon de l'Agriculture, articles D.54, alinéa 1er, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018 et D. 357, §§ 1er et 3, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018 et par le décret du 2 mai 2019.

Arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019.

1. Question préalable

Vous êtes :

- Un notaire
- Le bailleur
- Le preneur

2. Coordonnées du notaire

Numéro d'entreprise

Dénomination

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Courriel

3. Coordonnées du bailleur

3.1. Identification

Le bailleur est :

- Un particulier

Domicile

M. Nom Prénom

Mme

Date de naissance

Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Numéro de registre national

- Une personne physique (indépendant)

Domicile

M. Nom Prénom

Mme

Date de naissance

Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Numéro de registre national

Le bailleur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

- Oui

Numéro d'entreprise

- Non

Le bailleur a-t-il un numéro de producteur ?

- Oui

Numéro producteur

- Non

- Une personne morale

Dénomination

Le bailleur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

- Oui

Numéro d'entreprise

- Non

Le bailleur a-t-il un numéro de producteur ?

- Oui

Numéro producteur

- Non

3.2. Adresse

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Pays

3.3. Identité du mandataire (en cas de personne morale)

M. Nom

Prénom

Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

4. Coordonnées du preneur

4.1. Identification

Le preneur est :

- Une personne physique (indépendant)

Domicile

M.

Nom

Prénom

Mme

Date de naissance

Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Numéro de registre national

Le preneur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

 Oui

Numéro d'entreprise

 Non

Le preneur a-t-il un numéro de producteur ?

 Oui

Numéro producteur

 Non Une personne morale

Dénomination

Le preneur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

 Oui

Numéro d'entreprise

 Non

Le preneur a-t-il un numéro de producteur ?

 Oui

Numéro producteur

 Non**4.2. Adresse**

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Pays

4.3. Identité du mandataire (en cas de personne morale)

M. Nom Prénom
 Mme

Veuillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone Téléphone Téléphone

Courriel

5. Détail du bail

Type de bail

Date de prise de cours du bail

 Durée du bail**6. Identification des parcelles cadastrales****6.1. Situation**

Rue/Lieu dit Numéro Boîte

Code postal Localité

5.1.1 Parcelle(s)

Référence de la parcelle :

INS (Commune)

Commune

INS (Division)

Division

Section Radical Expositant Puissance Bis Partition

Numéro de parcelle (CAPAKEY)

Région agricole

Le bail concerne la parcelle entière ?

- Oui
 Non

Nature de la parcelle suivant cadastre

Superficie cadastrale

 m²

Superficie louée

 m²

Revenu cadastral non indexé

7. Commentaires

8. Etat des lieux

- L'état des lieux est joint à la présente notification
 L'état des lieux établi dans les délais prescrits par la Loi sera adressé à l'Observatoire du foncier agricole à l'adresse mail suivante : bailaferme@spw.wallonie.be

9. Déclaration sur l'honneur

- M. Nom Prénom
 Mme

- légalement autorisé à engager l'officier instrumentant
 déclare sur l'honneur que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire sont exacts et complets.

10. Protection de la vie privée et voies de recours

10.1. Protection de la vie privée

Comme le veut le Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous vous signalons que :

- les données que vous fournissez en complétant le formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Service Public de Wallonie ;
- ces données seront transmises exclusivement au service du Gouvernement wallon en charge de la démarche qui est identifié dans le formulaire ;
- vous pouvez avoir accès aux données à caractère personnel vous concernant qui sont éventuellement détenues par le Service Public de Wallonie en introduisant une demande via le formulaire « Demande de droit d'accès à mes données personnelles » ;
- vous pouvez exercer le droit à la rectification de vos données en vous adressant aux administrations du Service Public de Wallonie avec lesquelles vous êtes en contact ;
- les droits à l'effacement des données, à la limitation du traitement et à l'opposition au traitement ne peuvent s'exercer que dans certains cas spécifiques et limités vis-à-vis des autorités publiques. L'administration du Service Public de Wallonie avec laquelle vous êtes en contact, vous précisera si l'exercice de tels droits est possible pour le traitement concerné.

10.2. Voies de recours

Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?

1. Introduire un recours interne à l'administration.

Adressez-vous à l'administration concernée pour lui exposer les motifs de votre insatisfaction ou exercez le recours administratif spécifique si celui-ci est prévu dans la procédure.

2. Adresser une réclamation auprès du Médiateur.

Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur

Tél. gratuit 0800 19 199

<http://www.le-mediateur.be>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 décembre 2019 établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole.

Namur, le 9 décembre 2019.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/31065]

9. DEZEMBER 2019 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.54 und D.357, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und durch das Dekret vom 2. Mai 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den beurkundenden Beamten zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel 4 § 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019,

Beschließt:

Artikel 1 - Das in Artikel 4 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den beurkundenden Beamten zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte Formular für die Notifizierung von Informationen bildet:

1° Anhang 1 des vorliegenden Erlasses für die Notifizierung des Verkaufs, des Erwerbs, des Austauschs, der Schenkung zu Volleigentum und der Einbringung in eine juristische Person;

2° Anhang 2 des vorliegenden Erlasses für die Notifizierung der Pachtverträge und der einem Pachtvertrag im Anhang beizufügenden Ortsbefunde.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2020 in Kraft.

Namur, den 9. Dezember 2019

W. BORSUS



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Anhang 1

**Notifizierung an die Beobachtungsstelle für
landwirtschaftliche Böden über Geschäfte,
die in der Wallonie gelegene
landwirtschaftliche Immobilien betreffen**

Bei technischen Schwierigkeiten wenden Sie sich bitte an:

Frau Nathalie SONDAG

Tel. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

Objekt

In der Wallonischen Region gelegene Immobilien

Betroffene Personen

Alle beurkundenden Beamten, die Geschäfte in Bezug auf in der Wallonie gelegene landwirtschaftliche Immobilien tätigen.

Bedingungen

Betroffen sind die bebauten oder unbebauten Immobilien, die sich in einem Agrargebiet nach dem Sektorenplan befinden, oder die im InVeKos (integriertes Verwaltungs- und Kontrollsystem) angegebenen bebauten oder nicht bebauten Immobilien.

Einschlägige Rechtsvorschriften

Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel D.54 Absatz 1, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, und Artikel D.357, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und durch das Dekret vom 2. Mai 2019.

Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den beurkundenden Beamten zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

1. Angaben zum beurkundenden Beamten**1.1. Identifizierung**

Ein Notar

Herr

Name

Vorname

Frau

Ein Erwerbsausschuss

Unternehmensnummer

Bezeichnung

E-Mail



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

1.2. Anschrift des Gesellschaftssitzes des Betriebs

Straße	Nummer	BFK
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Postleitzahl	Ortschaft	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	

1.3 Kontaktperson

Möchten Sie eine Kontaktperson angeben, die für die Bearbeitung dieser Akte verantwortlich ist ?

Ja

<input type="checkbox"/> Herr	Name	Vorname
<input type="checkbox"/> Frau	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben

Telefon	Telefon	Telefon
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

E-Mail

Nein

2. Auskünfte über das Immobiliengeschäft

Pro Art von getätigten Immobiliengeschäften ist eine Notifizierung vorzunehmen.

Das Geschäft, das Gegenstand der Notifizierung ist, betrifft:

- einen Verkauf
- einen Erwerb
- einen Austausch
- eine Schenkung
- eine Einbringung in eine juristische Person

Im Falle eines Verkaufs

Datum des Geschäfts

Gesamtverkaufspreis

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²
Im Falle eines Erwerbs

Datum des Geschäfts

Gesamtkaufpreis (ohne Entschädigungen)

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Im Falle eines Austauschs

Datum des Geschäfts

Nr. des Loses	Wert des Loses (€)	Fläche des Loses (m ²)	Geber	Nehmer
Los 1				
Los 2				

Im Falle einer Schenkung

Datum des Geschäfts

Gesamtwert des Geschäfts

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²
Im Falle einer Einbringung in eine juristische Person

Datum des Geschäfts

Gesamtwert des Geschäfts

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²
3. Identifizierung der Katasterparzellen**3.1. Lage**

Straße / Flurname

Nummer

BFK

Postleitzahl

Ortschaft

3.1.1 Parzelle(n)

Bezugsnummer der Parzelle

LAS-Code (Gemeinde)

Gemeinde

LAS-Code (Gemarkung)

Gemarkung

Flur

Wurzel

Exponent

Potenz

Bis

Parzellennummer (CAPAKEY)



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Fläche der Parzelle nach dem Kataster

 m²

Art der Parzellen nach dem Kataster

 m²

Nummer des Loses (bei einem Austausch)

 m²

Gibt es einen Pachtvertrag?

 Ja

Art des Pachtvertrags

 Nein

Ist die Parzelle vorkatastriert?

 Ja

Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation

Vorkatastrierte Parzellennummer

 Nein

4. Angaben zu den Parteien

Im Falle eines Verkaufs

Der Verkäufer ist

 eine natürliche Person

Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

 hauptberuflich aktiv

 nebenberuflich aktiv

 eine juristische Person

Unternehmensnummer

Im Falle eines Erwerbs

Der Abtreter ist

 eine natürliche Person

Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

 hauptberuflich aktiv

 nebenberuflich aktiv

 eine juristische Person

Unternehmensnummer

Im Falle eines Austauschs

Die erste Partei ist

 eine natürliche Person

Geburtsdatum

Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

 hauptberuflich aktiv

 nebenberuflich aktiv

 eine juristische Person

Unternehmensnummer



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

- Ja
- Nein
- Nicht bekannt

Im Falle einer Schenkung

Der Schenker ist

- eine natürliche Person
Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft
 - hauptberuflich aktiv
 - nebenberuflich aktiv

- eine juristische Person
Unternehmensnummer

Im Falle einer Einbringung in eine juristische Person

Der Einbringer ist

- eine natürliche Person
Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft
 - hauptberuflich aktiv
 - nebenberuflich aktiv

- eine juristische Person
Unternehmensnummer

5. Angaben zu den Parteien**Im Falle eines Verkaufs**

Der Erwerber ist

- eine natürliche Person
Geburtsdatum

Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

- hauptberuflich aktiv
- nebenberuflich aktiv
- eine juristische Person
Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

- Ja
- Nein
- Nicht bekannt

Im Falle eines Erwerbs

Der Erwerber ist

- eine juristische Person
Unternehmensnummer

Im Falle eines Austauschs

Die zweite Partei ist

- eine natürliche Person
Geburtsdatum



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

- hauptberuflich aktiv
 nebenberuflich aktiv
 eine juristische Person

Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

- Ja
 Nein
 Nicht bekannt

Im Falle einer Schenkung

Der Beschenkte ist

- eine natürliche Person
Geburtsdatum

Handelt es sich um einen Landwirt / Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

- hauptberuflich aktiv
 nebenberuflich aktiv
 eine juristische Person

Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

- Ja
 Nein
 Nicht bekannt

Im Falle einer Einbringung in eine juristische Person

- eine juristische Person
Unternehmensnummer

6. Kommentar

7. Ehrenwörtliche Erklärung

- Herr Name Vorname
 Frau

- gesetzlich befugt, für den beurkundenden Beamten Verpflichtungen einzugehen
 erklärt auf Ehrenwort, dass die in diesem Formular enthaltenen Angaben korrekt und vollständig sind.

8. Schutz des Privatlebens und Beschwerdemittel

8.1 Schutz des Privatlebens

Wie in der Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) vorgesehen, informieren wir Sie darüber, dass

- die Daten, die Sie durch das Ausfüllen dieses Formulars übermitteln, dazu bestimmt sind, die Bearbeitung Ihrer Akte innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu gewährleisten;
- diese Daten ausschließlich an die Dienststelle der wallonischen Regierung übermittelt werden, die für das im Formular angegebene Verfahren zuständig ist;
- Sie auf Ihre personenbezogenen Daten, die sich im Besitz des wallonischen öffentlichen Dienstes befinden können, zugreifen können, indem Sie einen Antrag über das Formular "Antrag auf das Recht auf Zugang zu meinen personenbezogenen Daten" stellen;

**Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden**

- Sie Ihr Recht auf Berichtigung Ihrer Daten ausüben können, indem Sie sich an die Verwaltungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wenden, mit denen Sie in Kontakt stehen;
- die Rechte auf Löschung, Einschränkung der Verarbeitung und Widerspruch gegen die Verarbeitung nur in bestimmten besonderen und begrenzten Fällen gegenüber den öffentlichen Behörden ausgeübt werden können. Die Verwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, mit der Sie in Kontakt stehen, wird Sie darüber informieren, ob die Ausübung dieser Rechte für die betreffende Verarbeitung möglich ist.

8.2 - Beschwerdemittel

Was können Sie tun, wenn Sie nach Ablauf des Verfahrens mit dem Beschluss der zuständigen Behörde nicht zufrieden sind?

1. Eine interne Beschwerde bei der Verwaltung einreichen.

Wenden Sie sich an die betreffende Behörde, um ihr die Gründe Ihrer Unzufriedenheit zu erläutern, oder reichen Sie die spezifische administrative Beschwerde ein, wenn diese laut dem Verfahren möglich ist.

2. Eine Beschwerde an den Vermittler der Wallonischen Region richten.

Falls Sie weiterhin mit der Entscheidung unzufrieden sind, auch nachdem Sie Schritte bei der Verwaltung unternommen haben, haben Sie noch die Möglichkeit, eine Beschwerde an den Vermittler der Wallonischen Region und der Föderation Wallonie-Brüssel zu richten.



Rue Lucien Namèche, 54 - 5000 Namur

Gebührenfreie Rufnummer: 080 19199 **0800 19 199**

<http://www.le-mediateur.be>

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 9. Dezember 2019 zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Dezember 2019.

W. BORSUS



Anhang 2

Notifizierung der Landpachtverträge in der Wallonie an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Bei Schwierigkeiten wenden Sie sich bitte an:

Technische Unterstützung

Frau Nathalie SONDAG

Tel.: 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme>

Juristische Unterstützung

Frau Julie BELLIERE

Tel.: 081 33 64 76

julie.belliere@spw.wallonie.be

Objekt

In der Wallonischen Region gelegene Immobilien

Betroffene Personen

Notare und Bürger.

Bedingungen

Alle ab dem 1. Januar 2020 abgeschlossenen Pachtverträge müssen der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden elektronisch mitgeteilt werden.

Einschlägige Rechtsvorschriften

Zivilgesetzbuch, Buch III, Titel VIII, Kapitel II, Abschnitt 3 ("Besondere Regeln über die Landpachtverträge"), Artikel 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 7. November 1988 und abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, und Artikel 45 Ziffer 6, , abgeändert durch das Gesetz vom 7. November 1988 und durch das Dekret vom 2. Mai 2019.

Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel D.54 Absatz 1, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, und Artikel D.357 § 1 und § 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und durch das Dekret vom 2. Mai 2019.

Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den beurkundenden Beamten zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019.

1. Vorfrage

Sie sind:

- ein Notar
- der Verpächter
- der Pächter

2. Kontaktdaten des Notars

Unternehmensnummer

Bezeichnung

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

E-Mail

3. Kontaktdaten des Verpächters**3.1. Identifizierung**

Der Verpächter ist:

-
- eine Privatperson

Wohnsitz

 Herr Name

Vorname

 Frau

Geburtsdatum

Geburtsort (Land, falls außerhalb von Be

Personenstand

Nationalregisternummer

-
- eine natürliche Person (Selbständiger)

Wohnsitz

 Herr Name

Vorname

 Frau

Geburtsdatum

Belgien)

Personenstand

Nationalregisternummer

Besitzt der Verpächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

-
- Ja

Unternehmensnummer

-
- Nein

Besitzt der Verpächter eine Erzeugernummer?

-
- Ja

Erzeugernummer

- Nein
 eine juristische Person

Bezeichnung

Besitz der Verpächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

- Ja
Unternehmensnummer

- Nein

Besitz der Verpächter eine Erzeugernummer?

- Ja
Erzeugernummer

- Nein

3.2. Anschrift

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

3.3. Identität des Bevollmächtigten (im Fall einer juristischen Person)

- Herr Name Vorname
 Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

4. Kontaktdaten des Pächters

4.1. Identifizierung

Der Pächter ist:

- eine natürliche Person (Selbständiger)

Wohnsitz

Herr Name Vorname

Frau

Geburtsdatum (Belgien)

Personenstand

Nationalregisternummer

Besitzt der Pächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

Ja

Unternehmensnummer

Nein

Besitzt der Pächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

eine juristische Person

Bezeichnung

Besitzt der Pächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

Ja

Unternehmensnummer

Nein

Besitzt der Pächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

4.2. Anschrift

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

4.3. Identität des Bevollmächtigten (im Fall einer juristischen Person)

- Herr Name Vorname
 Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben

Telefon Telefon Telefon

E-Mail

5. Angaben zum Pachtvertrag

Art des Pachtvertrags

Datum, ab dem der Pachtvertrag läuft

- Dauer des Pachtvertrags

6. Identifizierung der Katasterparzellen

6.1. Lage

Straße/Flurname

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

5.1. 1 Parzelle(n)

Bezugsnummer der Parzelle:

LAS-Code (Gemeinde)

Gemeinde

LAS-Code (Gemarkung)

Gemarkung

Flur

Wurzel

Exponent

Potenz Bis

Aufteilung

Parzellenummer (CAPAKEY)

Landwirtschaftliches Gebiet

Betrifft der Pachtvertrag die gesamte Parzelle?

- Ja
 Nein

Art der Parzelle (nach Kataster)

Katasterfläche

 m²

Verpachtete Fläche

 m²

Nicht indiziertes Katastereinkommen

7. Anmerkungen

8. Ortsbefund

- Der Ortsbefund wird der vorliegenden Notifizierung beigelegt
- Der innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Frist erstellte Ortsbefund wird der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden unter folgender E-Mail-Adresse übermittelt: bailaferme@spw.wallonie.be

9. Ehrenwörtliche Erklärung

- Herr Name Vorname
- Frau
- gesetzlich befugt, für den beurkundenden Beamten Verpflichtungen einzugehen
- erkläre auf Ehrenwort, dass die in diesem Formular enthaltenen Angaben korrekt und vollständig sind.

10. Schutz des Privatlebens und Beschwerdemittel

10.1. Schutz des Privatlebens

Wie in der Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) vorgesehen, informieren wir Sie darüber, dass:

- die Daten, die Sie durch das Ausfüllen dieses Formulars übermitteln, dazu bestimmt sind, die Bearbeitung Ihrer Akte innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu gewährleisten;
- diese Daten ausschließlich an die Dienststelle der wallonischen Regierung übermittelt werden, die für das im Formular angegebene Verfahren zuständig ist;
- Sie auf Ihre personenbezogenen Daten, die sich im Besitz des wallonischen öffentlichen Dienstes befinden können, zugreifen können, indem Sie einen Antrag über das Formular "Antrag auf das Recht auf Zugang zu meinen personenbezogenen Daten" stellen;
- Sie Ihr Recht auf Berichtigung Ihrer Daten ausüben können, indem Sie sich an die Verwaltungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wenden, mit denen Sie in Kontakt stehen;
- die Rechte auf Löschung, Einschränkung der Verarbeitung und Widerspruch gegen die Verarbeitung nur in bestimmten besonderen und begrenzten Fällen gegenüber den öffentlichen Behörden ausgeübt werden können. Die Verwaltung des

Öffentlichen Dienstes der Wallonie, mit der Sie in Kontakt stehen, wird Sie darüber informieren, ob die Ausübung dieser Rechte für die betreffende Verarbeitung möglich ist.

10.2. Beschwerdemittel

Was können Sie tun, wenn Sie nach Ablauf des Verfahrens mit dem Beschluss der zuständigen Behörde nicht zufrieden sind?

1. Eine interne Beschwerde bei der Verwaltung einreichen.

Wenden Sie sich an die betreffende Behörde, um ihr die Gründe Ihrer Unzufriedenheit zu erläutern, oder reichen Sie die spezifische administrative Beschwerde ein, wenn diese laut dem Verfahren möglich ist.

2. Eine Beschwerde an den Vermittler der Wallonischen Region richten.

Falls Sie weiterhin mit der Entscheidung unzufrieden sind, auch nachdem Sie Schritte bei der Verwaltung unternommen haben, haben Sie noch die Möglichkeit, eine Beschwerde an den Vermittler der Wallonischen Region und der Föderation Wallonie-Brüssel zu richten.



Rue Lucien Namèche, 54 - 5000 Namur

Gebührenfreie Rufnummer:

<http://www.le-mediateur.be>

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 9. Dezember 2019 zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Dezember 2019.

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/31065]

9 DECEMBER 2019. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.54 en D.357, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 et bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig de artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op artikel 4, § 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019,

Besluit :

Artikel 1. Het kennisgevingformulier van de informatie bedoeld in artikel 4, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig de artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek, is opgenomen:

1° in bijlage 1 van dit besluit, voor de kennisgeving van de verkopen, verwervingen, ruilverrichtingen, schenkingen in volle eigendom en inbrengen aan een natuurlijke persoon;

2° in bijlage 2 van dit besluit, voor de kennisgeving van de pachtovereenkomsten en van de plaatsbeschrijvingen die als bijlage bij een pacht moeten worden gevoegd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Namen, 9 december 2019.

W. BORSUS

Bijlage 1.

**Kennisgeving aan het Agrarisch
Grondwaarnemingscentrum van de
verrichtingen met betrekking tot onroerende
en landbouwgoederen in Wallonië**

Bij moeilijkheden neem contact op met :

Mevr. Nathalie SONDAG

Tel. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

Goed

In het Waals Gewest.

Publiek

Ieder instrumenterend ambtenaar die een verrichting uitvoert betreffende een onroerend goed in Wallonië.

Voorwaarden

Betreft de bebouwde en onbebouwde onroerende goederen gelegen in landbouwgebied van het gewestplan en de bebouwde of onbebouwde onroerende goederen aangegeven in het Geïntegreerd beheers- en controlesysteem.

Reglementering

Waals Landbouwwetboek, artikelen D.54, eerste lid, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 en D.357, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 en bij het decreet van 2 mei 2019.

Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig de artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek.

1. Adresgegevens van de instrumenterend ambtenaar**1.1. Identificatie**

Een notaris

De heer Naam

Voornaam

Mevr.

Een aankoopcomité

Ondernemingsnummer

Benaming

E-mail



Notification à l'Observatoire du foncier agricole

1.2. Adres van de maatschappelijke zetel van de vestiging

Straat	Nummer	PB
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Postcode	Plaats	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	

1.3. Contactpersoon

Wenst u de naam op te geven van een contactpersoon voor de opvolging van dit dossier?

Ja

<input type="checkbox"/> Dhr.	Naam	Voornaam
<input type="checkbox"/> Mevr.	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Gelieve minstens één telefoonnummer op te geven

Telefoon	Telefoon	Telefoon
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

E-mail

Nee

2. Information over de vastgoedverrichting

U moet één kennisgeving verrichten per type uitgevoerde vastgoedverrichting.

De verrichting waarvoor de kennisgeving gedaan dient te worden betreft

- Een verkoop
- Een verwerving
- Een ruil
- Een schenking
- Een inbreng in een rechtspersoon

Bij verkoop

Datum van de verrichting

Prijs globale verkoop van de verrichting

 €

Globale opp. verrichting

 m²**Bij verwerving**

Datum van de verrichting

Globale aankoopprijs verrichting (buiten vergoedingen om)

 €

Globale oppervlakte verrichting

 m²



Notification à l'Observatoire du foncier agricole

Bij ruil

Datum van de verrichting

Kavelnr	Waarde van kavel (€)	Oppervlakte kavel (m ²)	Gever	Nemer
Lot 1				
Lot 2				

Bij schenking

Datum van de verrichting

Globale waarde van de verrichting

 €

Globale opp. verrichting

 m²
Bij inbreng in een rechtspersoon

Datum van de verrichting

Globale waarde van de verrichting

 €

Globale opp. verrichting

 m²
3. Identificatie van de kadastrale percelen**3.1. Ligging**

Straat / Gehucht

Nummer

Bus

Postcode

Plaats

3.1.1 Perceel/percelen

Referentie perceel :

NIS (Gemeente)

Gemeente

NIS (Afdeling)

Afdeling

Sectie

Grondtal

Exponent

Macht

Bis

Perceelsnummer (CAPAKEY)

Oppervlakte perceel volgens kadaster

 m²

Aard perceel volgens kadaster

 m²

Nummer kavel (bij ruil)

 m²

Bestaat er een huurovereenkomst ?

 Ja

Aard van de huurovereenkomst

 Nee

Is het perceel geprekadastreerd ?

 Ja

Identificatienummer van het plan in de gegevensbank van de Algemene Administratie Patrimoniumsdocumentatie

Geprekadastreerd perceelsnummer

 Nee

4. Identiteit van de partijen

Bij verkoop

De verkoper is

 Een natuurlijke persoon

Als het een landbouwer betreft, is hij of zij landbouwer

 In hoofdberoep In bijberoep Een rechtspersoon

Ondernemingsnummer

Bij verwerving

De overlater is

 Een natuurlijke persoon

Als het een landbouwer betreft, is hij of zij landbouwer

 In hoofdberoep In bijberoep Een rechtspersoon

Ondernemingsnummer

Bij ruil

Eerste partij is

 Een natuurlijke persoon

Geboortjaar

Als het een landbouwer betreft, is hij of zij landbouwer

 In hoofdberoep In bijberoep

- Een rechtspersoon
Ondernemingsnummer

Bestaat er een overnemer voor het landbouwbedrijf ?

- Ja
 Nee
 Weet niet

Bij een schenking

De schenker is

- Een natuurlijke persoon
Als het een landbouwer betreft, is hij of zij landbouwer
- In hoofdberoep
 - In bijberoep
- Een rechtspersoon
Ondernemingsnummer

Bij inbreng in een rechtspersoon

De inbrenger is

- Een natuurlijke persoon
Als het een landbouwer betreft, is hij of zij landbouwer
- In hoofdberoep
 - In bijberoep
- Een rechtspersoon
Ondernemingsnummer

5. Identiteit van de partijen

Bij verkoop

De verwerver is

- Een natuurlijke persoon
Geboortejaar
-
- Als het een landbouwer betreft, is hij/zij landbouwer
- In hoofdberoep
 - A titre complémentaire
- Een rechtspersoon
Ondernemingsnummer

Bestaat er een overnemer voor het landbouwbedrijf ?

- Ja
 Nee
 Weet niet

Bij verwerving

De verwerver is

- Een rechtspersoon
Ondernemingsnummer

Bij ruil

De tweede partij is

- Een natuurlijke persoon
Geboortejaar



Notification à l'Observatoire du foncier agricole

Als het een landbouwer betreft, is hij/zij landbouwer

- In hoofdberoep
 In bijberoep
 Een rechtspersoon

Ondernemingsnummer

Bestaat er een overnemer voor het landbouwbedrijf ?

- Ja
 Nee
 Weet niet

Bij schenking

De schenker is

- Een natuurlijke persoon

Geboortejaar

Als het een landbouwer betreft, is hij/zij landbouwer

- In hoofdberoep
 In bijberoep
 Een rechtspersoon

Ondernemingsnummer

Bestaat er een overnemer voor het landbouwbedrijf ?

- Ja
 Nee
 Weet niet

Bij inbreng in een rechtspersoon

- Een rechtspersoon

Ondernemingsnummer

6. Commentaar

7. Verklaring op erewoord

- Dhr. Naam Voornaam
 Mevr.

- wettelijk gemachtigd om de instrumenterend ambtenaar te verbinden
 verklaart op erewoord dat de inlichtingen in dit formulier juist en volledig zijn.

8. Bescherming van de private levenssfeer en beroepsmiddelen**8.1. Bescherming van de private levenssfeer**

Zoals geëist door de General Data Protection Regulation général sur la protection des données (RGPD), melden wij u hetvolgende :

- de gegevens die u verstrekt door dit formulier in te vullen, zijn bestemd voor de opvolging van uw dossier bij de Waalse Overheidsdienst;
- deze gegevens worden uitsluitend overgemaakt aan de dienst van de Waalse Regering die belast is met het het ondernemen van de stappen die in dit formulier duidelijk zijn verwoord;
- u heeft toegang tot uw persoonsgegevens die eventueel in het bezit zijn van de Waalse Overheidsdienst door een aanvraag in te dienen via het formulier « Aanvraag toegangsrecht tot mijn persoonsgegevens »;

- u kunt het recht uitoefenen tot rechtzetting van uw gegevens door u te richten tot de administraties van de Waalse Overheidsdienst waarmee u in contact staat;
- de rechten op het wissen van de gegevens, op de beperking van de verwerking en op het verzet tegen deze verwerking kunnen enkel in sommige bijzondere en beperkte gevallen ten opzichte van de publieke overheden uitgeoefend worden. De administratie van de Waalse Overheidsdienst waarmee u in contact staat kan u duidelijkheid verschaffen over de vraag of de uitoefening van dergelijke rechten voor bedoelde verwerking mogelijk is.

8.2. Beroepsmiddelen

Wat moet u doen indien u bij beëindiging van de procedure niet tevreden bent met de getroffen beslissing?

1. Een intern beroep indienen bij de administratie.

Richt u tot de betrokken administratie en leg de redenen uit waarom u ontevreden bent of oefen het specifieke administratieve beroep uit als dat in de procedure voorzien is.

2. Richt u met een bezwaar tot de Ombudsman.

Als u na afloop van de ondernomen stappen bij de administratie nog steeds niet met de beslissing tevreden bent, kunt u nog steeds bezwaar indienen bij de Ombudsman van Wallonië en de Federatie Wallonië-Brussel.



Rue Lucien Namèche, 54 te 5000 Namur

Kosteloos bellen naar **0800 19 199**

<http://www.le-mediateur.be>

Ministerieel besluit van 9 december 2019 tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum.

Namur, 9 december 2019.

W. BORSUS

Bijlage 2.**Kennisgeving aan het Agrarisch
Grondwaarnemingscentrum van de
pachtovereenkomsten in Wallonië**

Bij moeilijkheden neem contact op met :

Technische Ondersteuning

Mevr. Nathalie SONDAG

Tel. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme>

Juridische Ondersteuning

Mevr. Julie BELLIERE

Tel. : 081 33 64 76

julie.belliere@spw.wallonie.be

Goed

In het Waals Gewest.

Publiek

Notarissen en burgers.

Voorwaarden

Van pachtovereenkomsten gesloten vanaf 01/01/2020 dient elektronisch kennis te worden gegeven aan het Agrarisch Grondwaarnemingscentrum.

Reglementering

Burgerlijk Wetboek, Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 3 (« Regels betreffende de pacht in het bijzonder »), artikelen 3, § 1, vervangen door de wet van 7 november 1988 en gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019 en 45, 6., gewijzigd bij de wet van 7 november 1988 en bij het decreet van 2 mei 2019.

Waals Landbouwwetboek, artikelen D.54, lid 1, gewijzigd bij het programmadecreet van juli 2018 en D. 357, §§ 1 en 3, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 en bij het decreet van 2 mei 2019.

Besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig de artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019.

1. Inleidende vraag

U bent:

- Notaris
- Verpachter
- Pachter

2. Adresgegevens van de notaris

Ondernemingsnummer

Benaming

Straat

Nummer

PB

Postcode

Plaats

E-mail

3. Adresgegevens van de verpachter**3.1. Identificatie**

De verpachter is :

-
- Een particulier

Woonplaats

 Dhr. Naam Voornaam Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Rijksregisternummer

-
- Een natuurlijke persoon (zelfstandige)

Woonplaats

 Dhr. Naam Voornaam Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Rijksregisternummer

Heeft de verpachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

-
- Ja
-
- Ondernemingsnummer

-
- Nee

Heeft de verpachter een producentennummer?

-
- Ja
-
- Producentennummer

- Nee
 Rechtspersoon

Benaming

Heeft de verpachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

- Ja
Ondernemingsnummer

- Nee

Heeft de verpachter een producentennummer?

- Ja
Producentennummer

- Nee

3.2. Adres

Straat

Nummer

PB

Postcode

Plaats

Land

3.3. Identiteit van de gemachtigde (bij rechtspersoon)

- Dhr. Naam Voornaam
 Mevr.

Gelieve minstens één telefoonnummer op te geven

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

4. Adresgegevens van de pachter

4.1. Identificatie

De pachter is :

- Een natuurlijke persoon (zelfstandige)

Woonplaats

Dhr. Naam Voornaam
 Mme

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Rijksregisternummer

Heeft de pachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

Ja
Ondernemingsnummer

Nee

Heeft de pachter een producentennummer?

Ja
Producentennummer

Nee

Een rechtspersoon

Benaming

Heeft de pachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

Ja
Ondernemingsnummer

Nee

Heeft de pachter een producentennummer?

Ja
Producentennummer

Nee

4.2. Adres

Straat Nummer PB

Postcode Plaats

Land

4.3. Identiteit van de gemachtigde (bij rechtspersoon)

Dhr. Naam Voornaam
 Mevr.

Geelieve minstens één telefoonnummer op te geven

Telefoon Telefoon Telefoon

E-mail

5. Omstandige omschrijving pachtovereenkomst

Type pacht

Datum van inwerkingtreding van de pacht

Duur van de pacht

6. Identificatie van de kadastrale percelen

6.1. Ligging

Straat/gehucht Nummer PB

Postcode Plaats

5.1.1 Perceel/percelen

Referentie perceel :

NIS (Gemeente)

Gemeente

NIS (Afdeling)

Afdeling

Sectie Grondtal Exponent Macht Bis Verdeling

Perceelsnummer (CAPAKEY)

Landbouwstreek

Heeft de pacht betrekking op het ganse perceel?

- Ja
 Nee

Aard van het perceel volgens kadaster

Kadastrale oppervlakte

 m²

Verpachte opp.

 m²

Niet-geïndexeerd Kadastraal inkomen

7. Commentaar

8. Plaatsbeschrijving

- Plaatsbeschrijving wordt bij deze kennisgeving gevoegd
- Plaatsbeschrijving, opgemaakt volgens termijn opgelegd bij de Wet, wordt aan het Agrarisch Grondwaarnemingscentrum gericht via volgend e-mail adres: bailaferme@spw.wallonie.be

9. Verklaring op erewoord

- Dhr. Naam Voornaam
- Mevr.

- wettelijk gemachtigd om de instrumenterende ambtenaar te verbinden
- verklaart op erewoord dat de inlichtingen in dit formulier juist en volledig zijn.

10. Bescherming van de private levenssfeer en beroepsmiddelen

10.1. Bescherming van de private levenssfeer

- Zoals geëist door de General Data Protection Regulation général sur la protection des données (RGPD), melden wij u het volgende :
- de gegevens die u verstrekt door dit formulier in te vullen, zijn bestemd voor de opvolging van uw dossier bij de Waalse Overheidsdienst;
- deze gegevens worden uitsluitend overgemaakt aan de dienst van de Waalse Regering die belast is met het het ondernemen van de stappen die in dit formulier duidelijk zijn verwoord;
- u heeft toegang tot uw persoonsgegevens die eventueel in het bezit zijn van de Waalse Overheidsdienst door een aanvraag in te dienen via het formulier « Aanvraag toegangsrecht tot mijn persoonsgegevens »;
- u kunt het recht uitoefenen tot rechtzetting van uw gegevens door u te richten tot de administraties van de Waalse Overheidsdienst waarmee u in contact staat;

- de rechten op het wissen van de gegevens, op de beperking van de verwerking en op het verzet tegen deze verwerking kunnen enkel in sommige bijzondere en beperkte gevallen ten opzichte van de publieke overheden uitgeoefend worden. De administratie van de Waalse Overheidsdienst waarmee u in contact staat kan u duidelijkheid verschaffen over de vraag of de uitoefening van dergelijke rechten voor bedoelde verwerking mogelijk is.

10.2. Beroepsmiddelen

Wat moet u doen indien u bij beëindiging van de procedure niet tevreden bent met de getroffen beslissing?

1. Een intern beroep indienen bij de administratie.

Richt u tot de betrokken administratie en leg de redenen uit waarom u ontevreden bent of oefen het specifieke administratieve beroep uit als dat in de procedure voorzien is.

2. Richt u met een bezwaar tot de Ombudsman.

Als u na afloop van de ondernomen stappen bij de administratie nog steeds niet met de beslissing tevreden bent, kunt u nog steeds bezwaar indienen bij de Ombudsman van Wallonië en de Federatie Wallonië-Brussel



Rue Lucien Namèche, 54 te 5000 Namur

Kosteloos bellen naar **0800 19 199**

<http://www.le-mediateur.be>

Ministerieel besluit van 9 december 2019 tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum.

Namur, 9 december 2019.

W. BORSUS